

UFCV



Le commun au cœur de nos actions

Rapport
Financier
2025

Rapport de gestion

Exercice 2025

RAPPORT DE GESTION DE L'EXERCICE 2025

L'exercice 2025 se solde par un résultat bénéficiaire de 347,2 k€ pour un total de produits (d'exploitation, financiers et exceptionnels) de 91,0 M€, en hausse de 1,7% par rapport à 2024. Le ralentissement de la progression des produits se fait dans un contexte de profondes modifications de l'environnement réglementaire du champ d'action de l'UFCV, de suppressions massives de contribution de l'Etat à certaines de ses activités – au premier rang desquelles le SNU - et d'augmentation régulière des facteurs de production, notamment de la masse salariale. Pour autant l'UFCV a su adapter son modèle économique et faire les économies qui s'imposaient pour pouvoir présenter un résultat positif en 2025.

Au cours de l'année, il a fallu prendre en compte les difficultés récurrentes constatées depuis plusieurs exercices :

- Tensions sur les recrutements d'animateurs et de formateurs, mais également sur des fonctions support.
- Augmentations des coûts des achats et prestations tels que : énergies, carburants, locations, hébergements, restauration...
- Augmentations des rémunérations conventionnelles ;
- Annulations de séjours sur les vacances adaptées organisées.

Le travail réalisé par les équipes de bénévoles, volontaires et salariés a néanmoins permis à l'association de développer un volume d'activités supérieur à celui de 2024.

L'association continue de rembourser les annuités d'emprunts des deux prêts garantis par l'État (PGE) à hauteur de 4 M€ obtenus en 2020. Les remboursements qui s'étalent sur cinq ans prendront fin à l'automne 2026. Ces prêts ont permis à la trésorerie de l'UFCV de maintenir le fonds de roulement nécessaire aux activités et de poursuivre la restructuration ; le remboursement de ces prêts, qui court encore jusqu'à la fin de l'exercice 2026, pèse sur la situation financière.

Les ventes de prestations passent de 80,7 M€ en 2024 à 84,1 M€, soit une augmentation de 3,4 M€ (+ 4.2 %), et contribuent à un total des produits d'exploitation de 91,0 M€.

Les charges de l'exercice ont augmenté de 0,7 M€ (+ 0,7 %) pour atteindre un total de 90,6 M€. Cette relative stabilité cache une réalité plus complexe. Malgré la hausse de 3,6% des produits d'activités, les achats sont en baisse de 3% avec plus d'1 M€ d'économies ; les salaires sont en augmentation de 9% pour atteindre 55,4 M€ contre 50,7 M€ en 2024. Le résultat exceptionnel en 2024 avait lourdement grevé les charges alors qu'il est très réduit en 2025.

Le résultat d'exploitation de l'association est passé de 410,4 k€ en 2024 à 36,6 k€ en 2025. L'association enregistre un résultat financier de -19,4 k€, et aucun résultat exceptionnel respectivement au règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers. Ces résultats amènent l'association à constater un résultat global excédentaire de 347,2 k€ contre – 518 K€ en 2024.

EXPLOITATION

Les **produit des activités** augmente de 1,7 % (contre +11,9 % en 2024) pour s'établir à 91,0 M€, ce qui représente une hausse de 1,5 M€. En volume, les variations pour les activités sont les suivantes :

	Nombre inscrits 2025	Nombre inscrits 2024	Ecart Volume	Ecart %
BAFA-BAFD	37 862	39 902	-2 040	-5%
VACANCES ENFANTS JEUNES	8 288	9 490	-1 202	-13%
Dont adhérents	6 674	8 212	-1538	-19%
Dont services	1 614	1 278	336	26%
VACANCES ADAPTEES ORGANISEES	4 959	5 208	-249	-5%

En 2025, l'activité BAFA-BAFD voit sa dynamique de croissance faire une pause, atteignant un total de **37 862 stagiaires formés**, soit une diminution de **stagiaires (-5%)** par rapport à 2024. Cette baisse traduit une demande stagnante, après plusieurs années de hausse consécutivement à l'ouverture du BAFA aux jeunes à partir de 16 ans. Les **produits générés** par cette activité s'élèvent à **17,2 M€**, en baisse de **223,2 K€ (-1,3%)** sur un an. Malgré cette légère baisse, **les équipes de formateurs** restent fortement mobilisés face à un environnement de plus en plus concurrentiel. La **contribution nette** de cette activité atteint **5,3 M€**, en légère diminution de **81 k€ par rapport à 2024**.

L'activité **animation territoriale** enregistre une croissance relative de 5,0 M€ en 2025 (+14,20 %), similaire à la croissance de l'exercice précédent (+13,8 %), **atteignant 40,0 M€** ; Cela témoigne d'un renforcement des partenariats territoriaux, et de la capacité des équipes régionales à répondre aux demandes des collectivités. La **contribution** de cette activité se relève de **41% (+ 1, 6 M€)** par rapport à 2024, car l'exercice précédent avait été fortement impactée par une **hausse significative de la masse salariale**, poste de dépense principal dans cette activité, ainsi que par la dépréciation d'un certain nombre de créances devenues irrécouvrables.

L'activité **Vacances adaptées organisées** baisse de -249 vacanciers soit (-5%). Elle reste confrontée à des **difficultés de recrutement** des encadrants volontaires. Plusieurs régions réussissent à maintenir un niveau d'activité stable, voire en progression. Les **produits générés** s'élèvent à **10,8 M€**, en hausse de **43,6 k€** par rapport à 2024. La **contribution nette** diminue de **177,1 k€** pour atteindre **1,5 M€**, traduisant des difficultés consécutives à un sinistre important survenu au cours d'un séjour, et ayant affecté les équipes et les séjours de la région concernée.

L'activité de formation professionnelle régresse en 2025, avec **3112 stagiaires formés**. Les **produits progressent** de **232,8 K€** par rapport à 2024 pour atteindre **5,4 M€**. La **contribution augmente légèrement par rapport à 2024**, atteignant **1,4 M€**. Cette évolution témoigne de la capacité de l'UFCV à répondre à une demande stable, voire croissante, de formations qualifiantes, mais doit interroger sur la rentabilité de certaines actions.

L'activité d'insertion professionnelle est en forte baisse due la **perte de certains marchés**, avec **9752 bénéficiaires**. Les **produits baissent de 17% (1 M€)** par rapport à 2024 atteignant **4,9 M€**, tandis que la **contribution** diminue de **180,3 k€**, pour un total de **1,3 M€**. Ces résultats traduisent un contexte concurrentiel intense, pour une activité particulièrement dépendante des financements publics.

En 2025, l'activité Vacances Enfants et Jeunes enregistre une **baisse de -13%**. Le nombre de bénéficiaires par rapport à 2024 s'établit à 9 490 **enfants accueillis** contre 8 288 **en 2025**. Les **produits associés** atteignent donc **2,1 M€**, en progression de **209,2 k€**. Le résultat de cette activité, positif en 2024 pour 172,2 K€, devient négatif en 2025 avec – 135,6 K€. L'attractivité de ce type de séjours souffre toujours d'un désintérêt des candidats au séjour de vacances jeunes.

Les **subventions perçues** par l'UFCV baissent de 13,9% par rapport à 2024. Cette régression est essentiellement due à une baisse **des financements publics nationaux, locaux et régionaux**.

Les charges d'exploitation augmentent de 3,4 % en 2025 et s'élèvent à 90,6 M€.

Les charges externes diminuent de 1,0 M€, soit une variation de 3,1 % par rapport à 2024.

Les impôts et taxes augmentent de 443,4 k€, soit une variation de 11,7 % par rapport à 2024.

Les salaires et traitements augmentent de 2,5 M€, soit 6,5 % par rapport à 2024.

Les charges sociales augmentent de 965,3 k€, soit 9,5 % par rapport à 2024.

Les dotations aux amortissements de 1,2 M€ sont en baisse de -1,8 % par rapport à 2024.

Les dotations aux provisions 2025 sont de 140,9 k€ contre 176,5 k€ en 2024.

Le résultat d'exploitation est excédentaire de 366,7 k€ et diminue de -10,7 % par rapport à 2024.

Le résultat financier devient déficitaire de -19,4 k€.

Le résultat exceptionnel est nul, traduisant l'absence d'événements majeurs et inhabituels.

Le résultat net est bénéficiaire de 347,2 k€.

Le contexte économique général n'a pas empêché la poursuite du développement des activités de l'UFCV. Cela est rendu possible grâce à l'engagement remarquable des équipes de salariés, volontaires et bénévoles qui auront permis de maintenir une progression de l'activité et une maîtrise des charges d'exploitation.

BILAN

Les investissements ont été considérablement réduits et se limitent essentiellement à de l'informatique logiciel et matériel ainsi qu'aux travaux du nouveau bâtiment de la délégation de Dijon.

L'UFCV a opté depuis 2014 pour le paiement de la participation des employeurs à l'effort de la construction sous la forme d'un prêt sur 20 ans (au lieu d'une charge), qui sera restitué à l'échéance. Le versement 2025 a été de 168 k€, ce qui porte le total du prêt à 1,52 M€.

Les créances totales brutes sont de 19,242 M€ à fin 2025 contre 20,174 M€ à fin 2024. Le montant total des provisions sur les créances clients sont stables à environs de 477 k€ contre 480 k€ en 2024. Ces provisions représentent 2,5 % du total des créances en 2025, contre 2,6 % en 2024.

Les montants nets des disponibilités et des valeurs mobilières de placement se montent à 3,7 M€ et sont en baisse par rapport à fin 2024.

Compte tenu du résultat de l'année, les capitaux propres de l'association augmentent à 10,7 M€. Les capitaux permanents, qui englobent également les provisions et autres dettes à plus d'un an, quant à eux, s'élèvent à 12,59 M€. La comparaison avec les actifs immobilisés de 11,46 M€ indique une couverture, en baisse, de 110%, par rapport aux 117% de 2024. Le fonds de roulement qui se dégrade reste positif s'établit à 1,13 M€.

Le total du bilan de l'association s'établit ainsi à 34,2M€.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

La SARL PEVELE ACCUEIL achève son exercice avec un résultat déficitaire de 84 k€. Comme l'an passé, l'activité reste limitée à l'accueil de sessions BAFA-BAFD pendant les vacances scolaires et les derniers séjours dans le cadre du SNU.

La SARL CLAIR MATIN, créée en 2017, achève son 8^e exercice avec un résultat déficitaire de 36 k€.

CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

Bien que le contexte économique ait eu un impact sur le coût de nos activités en 2025, il est important de garder à l'esprit que les activités de l'association se sont développées et que les demandes sont toujours en hausse. La réalisation de nos activités s'est faite dans des conditions de mise en œuvre difficiles. Ces difficultés ont pu, pour partie, être surmontées grâce à l'énergie déployée par les équipes.

2026 sera la deuxième année de mise en œuvre du plan stratégique « CAP 27 » ; portant les ambitions de l'association pour les exercices 2026 et 2027, ce plan a été établi pour une durée volontairement resserrée. Il s'agit avant tout d'un cadrage méthodologique permettant de s'assurer de la mise en œuvre d'actions déjà en germe depuis plusieurs années au sein de l'organisation, ainsi que d'une nécessaire remise aux normes de nos modes de fonctionnement, particulièrement au sein des fonctions support.

Articulé autour de trois axes stratégiques, CAP 27 doit nous permettre de réaffirmer qui nous sommes, et pour qui nous agissons, et également d'améliorer radicalement nos modes de fonctionnement et notamment la sécurisation des processus clés, l'efficacité de nos systèmes d'information et la mise en œuvre d'une organisation fluide et robuste.

On peut noter, avec une certaine satisfaction, que certaines des actions entreprises au travers de ce plan, commencent déjà à porter leurs fruits avec un impact mesurable, notamment en ce qui concerne la digitalisation de nos processus, la réorganisation de certaines activités ou la maîtrise de nos charges de structure.

C'est la réussite de ces pré – requis qui permettront de restaurer les marges de manœuvre suffisante pour que l'UFCV puisse envisager la bonne réalisation de ses missions sociales

Comptes annuels

2025

COMPTE DE RESULTAT 2025

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	28 600	30 646
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	2 024	2 881
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	84 106 409	80 739 784
dont parrainages	289 792	259 401
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	4 267 285	4 954 187
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	3 500	8 386
Mécénats		2 577
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		440 000
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	787 681	1 180 954
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés	563 789	287 822
Autres produits	1 209 188	363 387
Total I	90 968 475	88 010 623
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	-2 017	
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	32 354 201	33 371 996
Aides financières	6 176	6 918
Impôts, taxes et versements assimilés	4 243 168	3 799 719
Salaires	40 594 528	38 109 204
Cotisations sociales	11 163 574	10 198 311
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 160 982	1 181 947
Dotations aux provisions	140 862	176 486
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés	152 590	546 848
Autres charges	787 793	208 781
Total II	90 601 857	87 600 209
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	366 618	410 414
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	44 461	23 083
Reprises sur provisions et dépréciations		152 116
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		25 200
Total III	44 461	200 399
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilés	63 902	63 659
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total IV	63 902	63 659
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-19 441	136 740

	Exercice N	Exercice N-1
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	347 177	547 155
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		1 254 536
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		2 319 674
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		-1 065 138
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	91 012 936	89 465 558
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	90 665 759	89 983 542
EXCEDENT OU DEFICIT	347 177	-517 984
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
<i>Dons en nature</i>		
<i>Prestations en nature</i>		
<i>Bénévolat</i>		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
<i>Secours en nature</i>		
<i>Mises à disposition gratuite de biens</i>		
<i>Prestations en nature</i>		
<i>Personnel bénévole</i>		
TOTAL		

BILAN ACTIF 2025

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
FRAIS D'ETABLISSEMENT (I)				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	2 518 805	1 960 106	558 699	755 938
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	800 701		800 701	772 851
Immobilisations corporelles				
Terrains	998 287	294 860	703 427	708 607
Constructions	11 480 390	5 724 792	5 755 598	4 430 108
Installations techniques, matériel et outillage industriels	7 080 098	6 017 507	1 062 592	1 014 992
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	207 840		207 840	958 319
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières				
Participations	59 116	59 116		
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	160 699		160 699	157 634
Prêts	1 522 716		1 522 716	1 354 621
Autres immobilisations financières	689 187		689 187	766 417
Total II	25 517 839	14 056 381	11 461 458	10 919 488
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	13 080 847	477 002	12 603 846	12 377 845
Créances reçues par legs ou donations	309 617		309 617	309 617
Autres créances	5 851 866	141 568	5 710 298	7 518 856
Charges constatées d'avance	473 828		473 828	401 963
Valeurs mobilières de placement	8 016		8 016	8 016
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	3 652 987		3 652 987	4 666 940
Total III	23 377 160	618 570	22 758 590	25 283 236
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	48 894 999	14 674 950	34 220 049	36 202 724

BILAN PASSIF 2025

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES *		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	4 323 979	4 324 979
Fonds propres complémentaires	586 445	586 445
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves	2 117 249	2 117 249
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	4 115 369	4 115 369
Report à nouveau	-1 343 329	-824 554
Excédent ou déficit de l'exercice	347 177	-518 782
Situation nette (sous total)	10 146 890	9 800 705
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	512 122	499 660
Provisions réglementées		
Total I	10 659 012	10 300 365
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	211 108	626 206
Total II	211 108	626 206
PROVISIONS		
Provisions pour risques	579 347	549 042
Provisions pour charges	1 354 541	1 350 582
Total III	1 933 888	1 899 624
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés	18 000	18 000
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 280 956	3 414 136
Emprunts et dettes financières diverses	25 214	45 672
Instruments financiers à terme		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	5 092 624	6 402 412
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	6 131 602	5 882 162
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	66 277	36 760
Autres dettes	6 112 356	6 505 635
Produits constatés d'avance	689 012	1 071 751
Total IV	21 416 041	23 376 528
Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	34 220 049	36 202 723

Annexe aux comptes annuels

2025

Présentation de l'UFCV

Objet social de l'association :

L'UFCV a été fondée le 23 avril 1907, publiée au Journal officiel du 15 septembre 1911 et reconnue d'utilité publique par décret le 3 mai 1934. Qualifiée d'entreprise solidaire et d'utilité sociale, elle est aussi agréée association éducative complémentaire de l'enseignement public.

L'objet de l'association est de susciter, de promouvoir et de développer l'animation socio-éducative, culturelle ou sociale, ainsi que des actions de formation et d'insertion, dans le respect de ses finalités et des choix d'action qui découlent de ses rapports d'orientation, en soutenant les initiatives des personnes morales et des personnes physiques et en développant ses propres actions.

Association nationale d'éducation populaire, laïque et pluraliste, l'UFCV combat toute forme de sectarisme et d'exclusion. Elle agit prioritairement pour :

- développer et promouvoir des actions d'animation, d'éducation, de formation et d'insertion sociale et professionnelle dans tous les temps de la vie, en milieux urbain et rural, aux plans local, national ou international ;
- accompagner les personnes, notamment les enfants et les jeunes dans les temps de loisirs et de vacances ainsi que dans les temps périscolaires ou scolaires ;
- favoriser la création de liens entre les générations, la rencontre des cultures et le développement d'actions de solidarité ;
- contribuer à la protection physique et morale des personnes, notamment par des actions de prévention ;
- former des bénévoles, des volontaires s'engageant dans la vie sociale et culturelle, participer à la formation professionnelle des salariés.

Elle porte attention aux personnes les plus défavorisées ou fragilisées.

L'UFCV privilégie la vie associative lorsque celle-ci permet aux personnes de prendre en charge leurs propres besoins et aspirations ou ceux des personnes qui les entourent.

Elle organise et assure l'information, la défense et la représentation de ses adhérents.

Elle offre son concours aux personnes morales adhérentes sans s'ingérer dans leur administration intérieure.

Elle agit, si nécessaire, en partenariat avec d'autres organismes locaux, nationaux ou internationaux.

Nature et périmètre d'intervention de l'association :

L'UFCV s'engage au service des enfants et des jeunes, des personnes en situation de handicap et des personnes en précarité sociale et professionnelle.

L'association développe sur l'ensemble du territoire, des actions innovantes pour répondre aux enjeux sociétaux de son époque dans ses cœurs de métier que sont :

- Le Bafa-d : l'UFCV forme chaque année plusieurs milliers de jeunes adultes à encadrer des groupes d'enfants et d'adolescents pendant leurs temps de vacances et de loisirs.

- L'animation territoriale : l'association organise, anime et gère des lieux d'accueils, accompagne les professionnels de l'enfance-jeunesse et conseille les collectivités locales sur les enjeux politiques de leurs territoires.
- Les séjours de vacances pour enfants et jeunes : l'UFCV propose des séjours de vacances qui reposent sur des valeurs éducatives permettant aux enfants de grandir et de s'épanouir.
- Les séjours de vacances adaptées organisées : l'association s'attache à défendre et promouvoir l'accès aux vacances pour le plus grand nombre et en particulier pour des publics fragilisés : adultes et enfants en situation de handicap mental.
- La formation professionnelle et l'insertion professionnelle : certifiée Qualiopi, l'UFCV assure des formations qualifiantes aux métiers de la Jeunesse et des Sports et à ceux des secteurs sanitaires, social et médico-social. Elle œuvre aussi pour mobiliser vers l'emploi en favorisant l'émergence d'un projet professionnel cohérent, en valorisant les talents de chacun et en levant les freins périphériques à l'emploi.
- Le Service Civique : titulaire de l'agrément Service Civique, l'UFCV offre chaque année aux jeunes volontaires la possibilité de s'engager au sein de l'association, chez ses adhérents et/ou partenaires.
- Le SNU : L'association avait pris une place dans le développement du Service national universel en organisant des stages de cohésion durant lesquels les jeunes participent à des activités visant à développer un esprit de cohésion et d'entraide. Ce dispositif a été arrêté au cours de l'exercice 2025.

Moyens mis en œuvre par l'association :

Conformément à son objet social, l'UFCV recherche les ressources utiles à la réalisation de ses missions sociales au travers notamment :

- De subventions publiques, d'appels à projet et de marchés publics ;
- De prestations sociales ;
- De participations des bénéficiaires ;
- De dons, de mécénat de collecte auprès du public.

Faits caractéristiques d'importance significative

Faits significatifs intervenus au cours de l'exercice

L'exercice 2025 se solde par un résultat bénéficiaire de 347,2 k€ pour un total de produits (d'exploitation, financiers et exceptionnels) de 91,0 M€, en hausse de 1,7% par rapport à 2024. Le ralentissement de la progression des produits se fait dans un contexte de profondes modifications de l'environnement réglementaire du champ d'action de l'UFCV, de suppressions massives de contribution de l'Etat à certaines de ses activités – au premier rang desquelles le SNU - et d'augmentation régulière des facteurs de production, notamment de la masse salariale. Pour autant l'UFCV a su adapter son modèle économique et faire les économies qui s'imposaient pour pouvoir présenter un résultat positif en 2025.

Au cours de l'année, il a fallu prendre en compte les difficultés récurrentes constatées depuis plusieurs exercices :

- Tensions sur les recrutements d'animateurs et de formateurs, mais également sur des fonctions support.
- Augmentations des coûts des achats et prestations tels que : énergies, carburants, locations, hébergements, restauration...
- Augmentations des rémunérations conventionnelles ;
- Annulations de séjours sur les vacances adaptées organisées.

Le travail réalisé par les équipes de bénévoles, volontaires et salariés a néanmoins permis à l'association de développer un volume d'activités supérieur à celui de 2024.

L'association continue de rembourser les annuités d'emprunts des deux prêts garantis par l'État (PGE) à hauteur de 4 M€ obtenus en 2020. Les remboursements qui s'étalent sur cinq ans prendront fin à l'automne 2026. Ces prêts ont permis à la trésorerie de l'UFCV de maintenir le fonds de roulement nécessaire aux activités et de poursuivre la restructuration ; le remboursement de ces prêts, qui court encore jusqu'à la fin de l'exercice 2026, pèse sur la situation financière.

Les ventes de prestations passent de 80,7 M€ en 2024 à 84,1 M€, soit une augmentation de 3,4 M€ (+ 4.2 %), et contribuent à un total des produits d'exploitation de 91,0 M€.

Les charges de l'exercice ont augmenté de 0,7 M€ (+ 0,7 %) pour atteindre un total de 90,6 M€. Cette relative stabilité cache une réalité plus complexe. Malgré la hausse de 3,6% des produits d'activités, les achats sont en baisse de 3% avec plus d'1 M€ d'économies ; les salaires sont en augmentation de 9% pour atteindre 55,4 M€ contre 50,7 M€ en 2024. Le résultat exceptionnel en 2024 avait lourdement grevé les charges alors qu'il est très réduit en 2025.

Le résultat d'exploitation de l'association est passé de 410,4 k€ en 2024 à 36,6 k€ en 2025. L'association enregistre un résultat financier de -19,4 k€, et aucun résultat exceptionnel respectivement au règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers. Ces résultats amènent l'association à constater un résultat global excédentaire de 347,2 k€ contre - 518 K€ en 2024.

Faits significatifs postérieurs à la clôture de l'exercice 2025

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler après la clôture jusqu'à l'arrêté des comptes annuels par le Bureau sur délégation du Conseil d'administration.

Principes, règles et méthodes comptables

Principes généraux

L'exercice 2025 est marqué par l'entrée en vigueur obligatoire, au 1er janvier, du règlement ANC n°2022-06 modifiant le règlement ANC n°2014-03 (PCG) relatif à la modernisation des états financiers et du règlement ANC n°2023-03 modifiant le règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif qui prévoit les 3 principales dispositions suivantes :

Nouvelle définition et présentation du résultat exceptionnel :

Les éléments exceptionnels sont désormais définis comme les produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel, et non plus comme une liste de charges et produits par nature. Les seuls éléments admis par nature en résultat exceptionnel sont limités aux écritures comptables d'origine purement fiscales, comme les amortissements dérogatoires, les changements de méthode et les corrections d'erreurs.

Suppression de la technique du transfert de charges :

Le compte « Transferts de charges », qui permettait de reclasser des charges vers un autre compte de charges ou de bilan, est supprimé. Le compte « Production immobilisée » est toutefois maintenu afin d'inscrire les charges immobilisées. Les éléments précédemment inscrits au compte « Transferts de charges » doivent désormais être réaffectés par nature dans le compte le plus pertinent.

L'évolution de la présentation du compte de résultat :

Afin de faciliter l'analyse de l'activité de l'association au cours de l'exercice à méthode comptable constante, un tableau comparatif est fourni visant à donner l'impact qu'aurait eu cette nouvelle méthode sur les indicateurs si elle était appliquée au 31 décembre 2024. Le tableau comparatif a été établie à partir des états financiers publiés et après reclassement des transferts de charges et des opérations exceptionnelles selon les critères exposés par la nouvelle réglementation.

Tableau comparatif d'impact des nouvelles méthodes appliquées à l'exercice 2024 :

COMPTE DE RESULTAT	VALEUR AU 31/12/2024 Nouveau Règlement	VALEUR AU 31/12/2024 Ancien Règlement
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Autres produits (A)	1 134 686	0
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	1 134 686	0
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres charges (B)	2 164 559	0
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	2 164 559	0
Produits exceptionnels (A)		1 134 686
Charges Exceptionnelles (B)		2 164 559
RESULTAT EXCEPTIONNEL	0	-1 029 873

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- La continuité de l'exploitation ;
- La permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre (hors changements de méthodes impliqués par les nouveaux règlements et présentés en début d'annexe) ;
- L'indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025.

Les notes indiquées ci-après, numérotées de 1 à 27, font partie intégrante des comptes annuels, et sont regroupées ainsi :

Mouvements des immobilisations, des amortissements et des dépréciations

⇒ Notes 1A, 1B et 2

Echéances des créances et dettes

⇒ Note 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 14, 15, 16, 17

Variation des fonds propres ou des capitaux propres

⇒ Note 10, 11, 12

Note n° 1 : Immobilisations

A) Immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition à l'exception des biens ayant fait l'objet d'une réévaluation libre fin 2012.

L'augmentation des prêts correspond au paiement de la participation des employeurs à l'effort de construction, versé sous forme de prêt sur 20 ans.

Les autres titres immobilisés constituent la contre garantie demandée par la banque pour la délivrance de cautions nécessaires à certaines activités.

Désignation (k€)	Valeur début exercice	Acquisition - virement (+)	Cession - virement (-)	Valeur fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 220	172	72	3 320
Concessions, logiciels et droits similaires	2 447	72	1	2 519
Immobilisations incorporelles en cours	773	99	71	801
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	18 453	2 931	1 617	19 767
Terrains	998	0	0	998
Constructions	5 613	727	0	6 339
Installations techniques	4 227	914	0	5 141
Matériel d'activités	935	45	0	981
Installations, agencements	2 189	210	2	2 397
Matériel de transport	306	43	0	349
Matériel de bureau et informatique	3 226	127	0	3 353
Immobilisations en cours	958	864	1 614	208
Avances et acomptes	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 338	1 363	1 327	2 374
Participations	59	0	0	59
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	158	3	0	161
Prêts	1 355	168	0	1 523
Dépôts et cautionnements	766	1 192	1 327	689
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	24 010	4 466	3 016	25 518

B) Participations

La valeur des titres de participations est appréciée sur la base des actifs nets réévalués fin 2024.

Société (K€)	Capital Social	Résultat	Fonds propres	Part du capital	Montant participation	Compte courant
EURL Clair Matin	15	-36	-437	100%	15	8
EURL Pevele Accueil	30	-84	-169	100%	44	65
TOTAL	45	-120			59	73

Note n° 2 : Amortissements et dépréciations sur actifs

Tableau des amortissements

<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> Situations et mouvements Rubriques </div>	Durée d'utilisation ou taux d'amortissement (Le cas échéant fourchette retenue)	Mode d'amortissement	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			1 691	269	-	1 960
Concessions, logiciels et droits similaires	3, 5 ou 10 ans	Linéaire	1 691	269	-	1 960
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			11 340	697	-	12 037
Terrains et Agencements			290	5	-	295
Constructions	Entre 20 et 50 ans	Linéaire	2 089	191	-	2 280
Installations techniques	Entre 3 et 10 ans	Linéaire	3 321	124	-	3 445
Matériel d'activités	Entre 15 et 20 ans	Linéaire	841	37	-	877
Installations, agencements	Entre 3 et 10 ans	Linéaire	1 905	74	-	1 979
Matériel de transport	Entre 3 et 5 ans	Linéaire	245	20	-	265
Matériel de bureau et informatique	Entre 3 et 10 ans	Linéaire	2 650	246	-	2 897
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			59	-	-	59
Autres participations			59	-	-	59
TOTAL			13 091	965	-	14 056

Note n° 3 : Avances et acomptes sur commandes en cours

DESIGNATION (k€)	31/12/2025	31/12/2024
Avances et acomptes versés/commandes	2 123	2 720
TOTAL AVANCES ET ACOMPTES	2 123	2 720

Note n° 4 : Clients et comptes rattachés

Les créances clients

- Les créances clients sont inscrites à leur valeur nominale.
- Les créances clients antérieures au 1^{er} janvier 2025 sont dépréciées à 100 % après analyse par les délégations régionales.
- Les créances clients de l'exercice sont dépréciées au cas par cas.

Désignation (k€)	31/12/2025	31/12/2024
Clients individuels tous secteurs	457	824
Clients Etat et collectivités	6 177	6 050
Clients produits non facturés	5 968	5 508
Dépréciations créances douteuses	-479	-339
TOTAL DES AUTRES CREANCES	12 124	12 043

Les créances clients sont toutes à moins d'un an à l'origine.

Note n° 5 : Détail de la dépréciation créances douteuses

Désignation (k€)	Dépréciation au 31/12/2024	Dotation	Reprise	Dépréciation au 31/12/2025
Dépréciation créances douteuses	339	176	36	340
TOTAL DEPRECIATIONS CREANCES DOUTEUSES	200	176	36	340

Note n° 6 : Créances

Créances (K€)	Montant Brut	Échéances à un an au plus	Échéances à plus d'un an
Fournisseurs débiteurs	192	180	11
Personnel	179	173	6
Sécurité Sociale & Organismes Sociaux	-20	0	0
Etat & Collectivités	3 208	3 208	0
Groupe & Associés	17	17	
Débiteurs divers	65	65	
TOTAL AUTRES CREANCES	3 641	3 643	18

Toutes les autres créances sont à moins d'un an à l'origine à l'exception des créances sur le crédit impôt recherche (CIR) dont l'exigibilité est à trois ans.

Note n° 7 : Valeurs mobilières de placement

Désignation (k€)	31/12/2025	31/12/2024
Livret sociétaire BP	8	8
TOTAL VALEURS MOBILIERES	8	8

Note n° 8 : Disponibilités

Désignation (k€)	31/12/2025	31/12/2024
Valeurs à l'encaissement	32	34
Disponibilités	3 539	4 635
TOTAL DES DISPONIBILITES	3 571	4 669

Note n° 9 : Charges constatées d'avance

Désignation (k€)	31/12/2025	31/12/2024
TOTAL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	474	402

Les charges constatées d'avance sont essentiellement constituées de de loyers et de charges périodiques couvrant plusieurs mois. Leur rythme de reprise est mensuel.

Note n° 10 : Fonds associatif et réserves

Désignation (k€)	31/12/2024	Augmentation	Diminution	31/12/2025
Fonds statutaires	4 325	0	1	4 324
Apports Comités Départementaux	300	0	0	300
Donation Latour	183	0	0	183
Donation Les enfants aux bois	103	0	0	103
Ecart de réévaluation libre	2 117	0	0	2 117
Autres réserves	4 115	0	0	4 115
Report à nouveau	-825	0	519	-1 343
Résultat de l'exercice	-519	519	-347	347
TOTAL DES CAPITAUX	9 801	519	173	10 147

Note n° 11 : Subventions d'investissements

Désignation (k€)	31/12/2024	Augmentation	Diminution	31/12/2025
Subventions d'investissements Etat	166	0		166
Amortissements subventions d'investissements Etat	-97	-4		-101
Subventions d'investissements Régions	771	0		771
Amortissements subventions d'investissements Régions	-593	-19		-611
Subventions d'investissements Départements	253			253
Amortissements subventions d'investissements Départements	-155	-8		-163
Subventions d'investissements Communes	85	0		85
Amortissements subventions d'investissements Communes	-105	-2		-107
Subventions d'investissements Organismes sociaux	784	81	0	865
Amortissements subventions d'investissements Organismes sociaux	-610	-36	0	-646
TOTAL DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS	500	12	0	512

Les subventions d'investissements concernant les immobilisations sont reprises dans le compte de résultat au prorata des amortissements.

Note n° 12 : Capitaux permanents

Désignation (k€)	31/12/2024	Augmentation	Diminution	31/12/2025
Fonds Propres Associatifs	9 801	347	0	10 148
Subventions d'investissement	2 059	84	35	2 107
Amortissements subventions investissements	-1 559	-69	0	-1 628
Provision pour retraite	1 351	4	0	1 355
CAPITAUX PERMANENTS	11 651	366	35	11 982

Les capitaux permanents intègrent aux capitaux propres des engagements disponibles sur le long terme comme les provisions pour retraite.

Note n° 13 : Variation des fonds dédiés

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont rembourse ments		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	610	609	1 008			211	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public	16		16			-	
TOTAL	626	609	1 024			211	

Note n° 14 : Provisions

Désignation (k€)	Solde au 31/12/2024	Dotations de l'exercice (*)	Reprises de l'exercice (**)	Solde au 31/12/2025
PROVISIONS POUR RISQUES	549	31	0	579
Provisions pour risques	121	0	0	121
Autres provisions pour risques	29	0	0	29
Provisions pour risques d'emploi	84	0	0	84
Autres provisions pour risques	315	31	0	345
PROVISIONS POUR CHARGES	1351	141	137	1355
Provisions pour retraite (charges sociales incluses)	1351	141	137	1355
TOTAL DES PROVISIONS	1900	171	137	1934

Provisions pour retraite :

La provision retraite est calculée par un cabinet d'actuaire selon les paramètres suivants :

- Le taux d'actualisation retenu en 2025 est passé à 3,95 % contre 3,40 % en 2024.
- Calcul du nombre de mois d'indemnités à verser en fonction de la convention collective de l'animation et de l'accord de substitution du 18 décembre 2006.
- Application d'un coefficient du turnover pour tenir compte de la probabilité de départ en fonction de la catégorie du salarié. Les taux 2025 sont identiques à ceux de 2024 (taux de rotation des moins de 30 ans à 26,97 %, des 30 à 39 ans à 16,46 %, des 40 à 49 ans à 11,70 %, des 50 à 55 ans à 9,32 % et pour les plus de 55 ans à 7,97 %).

- Les tables de mortalité appliquées sont les tables TF-TH 00-02.
- Le taux de revalorisation des salaires est inchangé à 2,00%.
- L'âge de départ à la retraite est de 67 ans pour l'ensemble des catégories socioprofessionnelles, conformément à la législation.
- L'hypothèse retenue est un départ à l'initiative de l'employé à taux plein. Cette indemnité est soumise à charges sociales. Les taux de charges sociales retenues sont de 56 % pour les cadres, de 49 % pour les TAM (techniciens/agents de maîtrise) et de 40 % pour les employés.

Cette provision est à plus d'un an.

Note n° 15 : Fournisseurs et comptes rattachés

Désignation (k€)	31/12/2025	31/12/2024
Fournisseurs & comptes rattachés	4 474	3 965
Fournisseurs factures non parvenues	2 018	2 261
TOTAL FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	6 492	6 226

Tous les fournisseurs sont à moins d'un an d'échéance.

Note n° 16 : Dettes sociales et fiscales

Désignation (k€)	31/12/2025	31/12/2024
Personnel et comptes rattachés	2 633	2 537
Sécurité Sociale et Organismes sociaux	2 485	2 037
TOTAL DES DETTES SOCIALES	5 118	4 573
Etat et autres dettes fiscales	1 666	1 308
TOTAL DES DETTES FISCALES	1 666	1 308
Total dettes sociales et fiscales	6 784	5 882

Toutes les dettes sociales et fiscales sont à moins d'un an d'échéance.

Note n° 17 : Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

Dettes (k€)	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et cinq ans au plus	Échéance à plus de cinq ans
Emprunts et dettes assimilés	3 202	1 090	628	1 481
Fournisseurs et comptes rattachés	6 492	6 492		
Autres dettes	683	683		
Produits constatés d'avance	1 072	1 072		
Total	11 450	9 337	628	1 481

Note n° 18 : Produits constatés d'avance

Désignation (k€)	31/12/2025	31/12/2024
Produits	689	1072
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	689	1072

Les produits constatés d'avance sont essentiellement constitués de subventions et de produits de collectivités payés en une fois pour l'ensemble de l'exercice ou pour une période allongée. Ces écritures font l'objet d'une reprise régulière tous les mois.

Note n° 19 : Décomposition des produits par zone géographique

Désignation (k€)	2025	2024
AURA	6 937	7 757
BOURGOGNE FRANCHE COMTE	7 928	9 083
BRETAGNE	4 336	5 080
CENTRE	2 904	3 017
GRAND EST	9 408	8 242
HDF	14 788	13 808
IDF	3 664	3 931
NORMANDIE	4 441	4 411
NOUVELLE AQUITAINE	7 212	6 742
OCCITANIE	11 711	10 255
PACA	8 713	8 436
PAYS DE LOIRE	6 598	5 397
SIEGE	2 372	3 308
Total général	91 013	89 466

Note n° 20 : Décomposition des produits par activité

Activités (k€)	2025	%	2024	%
Vie Associative	6 818	7%	8 641	10%
Formations BAFA - BAFD	17 301	19%	17 523	20%
Formations	5 504	6%	5 298	6%
Vacances jeunes	2 061	2%	1 908	2%
Animation	40 889	45%	36 120	40%
Vacances Adaptées Organisées	10 913	12%	10 833	12%
Insertion	5 017	6%	6 101	7%
Divers	2 510	3%	3 041	3%
TOTAL ACTIVITE	91 013	100%	89 465	100%

Les produits « Vie Associative » regroupent, entre autres, le SNU et les Services Civiques

Note n° 21 : Produits des cotisations

Les cotisations sont comptabilisées au moment de leur encaissement.

Note n° 22 : Décomposition des subventions

Origine	31/12/2025	31/12/2024
Subventions jeunesse et sports - Fonctionnement	1 063 313	1 101 812
Subventions de l'Etat - autres Ministères	312 207	323 816
Subventions Régionales	284 975	423 345
Subventions Départementales	995 256	1 442 310
Subventions Communales	272 766	334 174
C.N.A.F - C.A.F.	584 706	652 420
Subventions autres	374 931	378 053
FNDVA /CDVA	3 000	0
Subventions - Autres organismes sociaux	307 462	298 257
TOTAL DES SUBVENTIONS	4 198 616	4 954 187

Note n° 23 : Secteur de la formation professionnelle

Informations conformes à la réglementation applicable au secteur de la formation professionnelle – arrêté du 2 août 1995.

Les ressources du secteur de la formation professionnelle

ORIGINE DES PRODUITS DE L'ORGANISME (en k€)	2025	2024
Total des entreprises pour la formation de leurs salariés	543	482
- des organismes gestionnaires des fonds de la formation professionnelle pour des actions dispensées dans le cadre :		
des contrats d'apprentissage	0	
des contrats de professionnalisation	21	67
de la promotion ou de la reconversion par alternance	25	34
des congés individuels de formation et des projets de transition	4	13
du compte personnel de formation	22	31
des dispositifs spécifiques pour les personnes en recherche d'emploi	10	45
du plan de développement des compétences ou d'autres dispositifs	204	186
Total produits prov. des organismes gestionnaires des fonds de la formation	286	376
Total des pouvoirs publics pour la formation de leurs agents	310	480
Total des pouvoirs publics pour la formation de publics spécifiques :	8 694	7 498
Instances européennes	-	
État	2 054	2 385
Conseils régionaux	3 789	4 343
Pôle emploi	673	540
Autres ressources publiques	417	230
de contrats conclus avec des personnes à titre individuel et à leurs frais	41	77
de contrats conclus avec d'autres organismes de formation (y compris CFA)	1 702	2 017
- autres produits au titre de la formation professionnelle	18	3
TOTAL DES PRODUITS RÉALISÉS AU TITRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	9 833	10 934

OBJECTIF GÉNÉRAL DES PRESTATIONS DISPENSÉES (en H/S)	2025	2024
Formations visant un diplôme, un titre RNCP	242 054	242 848
- dont de niveau 6 à 8 (Licence, Master, diplôme d'ingénieur, Doctorat)	8 439	8 964
- dont de niveau 5 (BTS, DUT, écoles de formation sanitaire et sociale ...)	14 882	19 464
- dont de niveau 4 (BAC professionnel, BT, BP, BM...)	104 979	12 6387
- dont de niveau 3 (BEP, CAP...)	113 754	88 033
- dont de niveau 2		-
- dont (CQP) sans niveau de qualification		-
Formations visant une certification (dont CQP) ou une habilitation enregistrée au répertoire spécifique (RS)	2 909	1 106
Formations visant un CQP non enregistré au RNCP ou au RS Autres formations professionnelles	0	0
Autre formation professionnelles	494 928	503 241
Actions d'accompagnement à la validation des acquis de l'expérience	349	376
TOTAL	740 240	747 571

Note n° 24 : Charges et produits exceptionnels

Conformément règlement ANC 2022-06 qui impose une nouvelle définition du résultat exceptionnel, désormais réservée aux événements majeurs et inhabituels, les éléments anciennement considérés comme des charges et produits exceptionnels ont été classés.

Désignation (k€)	Charges exceptionnelles sur l'exercice	Produits exceptionnels sur l'exercice
VNC/Produits des cessions et mise rebut immobilisations	0	0
Autres charges et produits exceptionnels	0	0
Provisions / Reprises exceptionnelles	0	0
TOTAL SUR L'EXERCICE	0	0

Note n° 25 : Analyse des mouvements des créances clients

Désignation (k€)	31/12/2025	31/12/2024
Créances irrécouvrables	-65	-35
Dotation aux provisions pour créances douteuses	-196	-176
Reprise sur provisions pour créances douteuses	61	37
MOUVEMENT CREANCES CLIENTS	-200	-174

Note n° 26 : Effectifs des salariés au 31 décembre 2025

EFFECTIF AU 31/12/2025	CDI	CDD	TOTAL 2025	TOTAL 2024	TOTAL 2023
CADRE	123	0	123	134	128
TECHNICIEN AGENT DE MAITRISE	421	154	575	569	512
EMPLOYE	426	405	831	815	632
TOTAL	970	559	1529	1518	1272

- Bénévolat

La mise en œuvre du projet de l'UFCV fait appel de manière récurrente à la contribution de bénévoles, notamment pour l'encadrement des actions de formation des accueils collectifs de mineurs, l'engagement dans le cadre du Service Civique ainsi que pour la participation au Conseil d'administration. Ces contributions sont valorisées sur la base du salaire minimum conventionnel pour les personnes en service civique, et sur la base d'une rémunération moyenne de délégué régional pour les membres du Conseil d'administration.

Note n° 27 : Informations complémentaires

- Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants :

Conformément à l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, les rémunérations brutes et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants se montent à 3 808 €. (Rémunérations et avantages en nature versés aux deux dirigeants percevant, de l'association, les rémunérations les plus élevées), pour l'année 2025.

- Rémunération du Président :

En application des dispositions du Code général des impôts (article 261-7 et article 242 C de l'annexe II), aux statuts de l'UFCV, à la décision de l'Assemblée générale des 7 et 8 juin 2008 décidant le principe de la rémunération, renouvelée lors de l'Assemblée générale du 22 juin 2024 et des décisions prises lors des Conseil d'administration du 22 juin 2024 et du 12 octobre 2024, le montant de la rémunération brute perçue par Monsieur Philippe CHAPRON est de 9 420 € pour l'année 2025.

- Rémunération d'un administrateur :

En application des dispositions du Code général des impôts (article 261-7 et article 242 C de l'annexe II), aux statuts de l'UFCV, à la décision de l'Assemblée générale des 7 et 8 juin 2008 décidant le principe de la rémunération, renouvelée lors de l'Assemblée générale du 22 juin 2024 et de la décision prise lors du CA du 12 Octobre 2024, le montant de la rémunération brute perçue par Monsieur Mathieu AUFORT est de 4 710 € pour l'année 2025.

- Honoraires du commissaire aux comptes certifiant les comptes

Au titre du commissariat aux comptes et de la certification des comptes clos au 31 décembre 2025, une lettre de mission fixe les honoraires de KPMG à 95 500 euros hors taxes, soit 114 600 € TTC, détaillés comme suit :

90 500 € hors taxes pour nos travaux d'audit ;

5 000 € hors taxes pour l'intervention de notre expert sur les systèmes d'information.

Des prestations complémentaires facturées dans le cadre de la mission de certification amènent le montant total de la certification à 158 k€.

	Montant K€
Honoraires afférents à la certification des comptes	158
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité	
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité	5
Total	163

- **Engagements reçus**

L'UNAT s'est portée caution solidaire de l'UFCV dans les conditions prévues par les articles L. 211-18 et R. 211-26 à R. 211-34 du code du tourisme relatives à la garantie financière et à la responsabilité civile professionnelle des agents de voyage et autres opérateurs de la vente de voyages et de séjours.

- **Engagements donnés**

Dans le cadre de son adhésion au Fonds mutuel de solidarité de l'UNAT, l'UFCV s'est engagée à apporter au fonds à titre pur et simple 0,1 % du chiffre d'affaires tourisme de l'année antérieure. Cet apport est effectué avec droit de reprise sous déduction des sommes éventuellement utilisées.

Pour 2025, il n'y a pas eu d'appel au Fonds mutuel de solidarité. Le total de l'engagement reste au niveau de 2023 soit 29 002 €.

Rapport du commissaire aux comptes



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Union Française Centre Vacances Loisirs (UFCV)

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025
Union Française Centre Vacances Loisirs (UFCV)
140 avenue Jean Lolive - 93500 PANTIN

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Union Française Centre Vacances Loisirs (UFCV)

140 avenue Jean Lolive - 93500 PANTIN

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée Générale de l'association Union Française Centre Vacances Loisirs (UFCV),

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Union Française Centre Vacances Loisirs (UFCV) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03 exposées dans l'annexe des comptes annuels.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau par délégation du Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 16 juin 2026

KPMG SA

Erik

Boulois

Signature
numérique de
Erik Boulois
Date : 2026.06.16
15:53:15 +02'00'

Erik Boulois

Associé